

Le Mouvement syndical en Allemagne

Franz Mehring

Source : «Le Socialiste», 29 juin 1902, p. 2.

Dans l'excellent opuscule que [Parvus](#) a publié, il y a quelque temps, sur *La crise commerciale et les Syndicats*, il est dit : « *La plus grande œuvre des travailleurs d'Allemagne depuis l'abolition de la loi contre les socialistes est le développement des syndicats. Dans l'évolution politique du dernier siècle, il n'y a rien qui puisse y être comparé, même de loin, quant à l'importance au point de vue de la lutte de classe prolétarienne.* »

Parvus a là exprimé un jugement historique d'une portée durable ; la troisième grande période du mouvement ouvrier en Allemagne, les dix dernières années du dix-neuvième siècle, portera toujours ce titre lumineux : « Les Syndicats allemands ».

Non pas en ce sens que les syndicats n'aient pas, dès les deux premières périodes de ce mouvement, dans ses orageuses années de jeunesse et son âge héroïque sous la loi contre les socialistes, joué un rôle considérable. Mais de 1860 à 1880, le mouvement syndical cédait absolument le pas au mouvement politique de la classe ouvrière. Ce fait tenait à des causes bien plus profondes que le manque de compréhension pour le mouvement corporatif chez [Lassalle](#), que l'on en rend d'ordinaire responsable en première ligne. Si, d'ailleurs, les conditions historiques d'un développement considérable des corporations allemandes avaient existé, l'autorité de Lassalle, quelque grande qu'elle fut à ce moment parmi les ouvriers, n'aurait pas à beaucoup près suffi à arrêter la marche des choses, même si l'on devait admettre – ce qui n'est pas – que Lassalle lui-même n'eut pas reconnu les signes du temps...

Malgré le peu de penchant de Lassalle pour les syndicats, ce furent des Lassaliens qui les premiers, passant au-dessus de la résistance rencontrée dans leurs propres rangs, se mirent à fonder des associations corporatives, dès qu'ils eurent reconnu que les masses ouvrières entraient d'elles-mêmes dans cette voie. Certes, on peut dire qu'ils ont à cet égard commis de grandes fautes, mais on peut le dire tout autant de l'autre fraction démocrate-socialiste, qui, en 1871, au Congrès de Stuttgart, recommandait comme l'œuvre principale des syndicats la création et l'encouragement d'associations de production. Malgré tout, on ne peut contester qu'en somme, c'est la tendance lassalienne qui montra le moins d'intérêt et de compréhension pour le mouvement syndical ; seulement, la différence n'était pas aussi grande qu'elle puisse peser d'un grand poids dans la question de savoir pour quelle raison le mouvement syndical ouvrier s'est développé plus lentement en Allemagne que le mouvement politique.

En dernière analyse, ce phénomène provenait de tout l'ensemble de l'histoire d'Allemagne. Le capitalisme allemand était un tard-venu vis-à-vis de ses frères de l'Europe occidentale : lorsque la bourgeoisie allemande, et par là même le prolétariat allemand, commença à se développer sur un pied assez grand, l'un et l'autre se trouvèrent en face d'une accumulation d'expériences historiques précédentes sur la lutte de classe qui devait éclater entre eux. La conséquence en fut, pour le

prolétariat plus de confiance en lui-même et plus de largeur de vues, pour la bourgeoisie plus de timidité et plus d'étroitesse d'horizon ; par un effet en retour, il arriva que la bourgeoisie renonce de plus en plus à sa mission historique propre, à la lutte contre l'absolutisme et le féodalisme. Ainsi le prolétariat fut contraint de jeter toutes ses forces dans cette lutte-là, rien que pour acquérir la force nécessaire à son organisation corporative sur le terrain de la société bourgeoise moderne. Le plus simple instinct de conservation faisait aux ouvriers allemands une loi de placer leur organisation politique au-dessus de leur organisation syndicale ; s'ils avaient fait le contraire, il leur aurait fallu infiniment plus de temps pour devenir une puissance dans la vie nationale.

Il était tout à fait inévitable que, dans ces conditions, il se produisit des erreurs de toutes sortes sur les rapports à établir entre les organisations syndicale et politique. Néanmoins, l'instinct de l'organisation corporative avait dans la classe ouvrière moderne de trop profondes racines pour qu'il ne cherchât pas à en jeter toujours de nouvelles. Mais précisément la facilité avec laquelle des administrations réactionnaires, aidées d'une législation rétrograde, ruinaient ces essais, ramenait sans cesse les ouvriers à la lutte politique. Vinrent ensuite les temps de la loi contre les socialistes, qui ne fut pas le moins du monde promulguée parce que les classes dominantes redoutaient que la démocratie socialiste mit à leur insu le feu à la maison ; des idées aussi absurdes n'étaient pas celles même d'un homme à poigne aussi borné que [Bismarck](#). Non, la loi contre les socialistes fut un coup de force qui devait priver et qui priva les ouvriers de la modeste somme de droits qu'ils avaient peu à peu conquis sur le terrain de la société capitaliste. C'était parler pour ne rien dire que d'affirmer que les ouvriers avaient évoqué contre eux-mêmes cette loi par leurs « excès politiques » ; en réalité, ce déni de justice dont la honte a plus ou moins rejailli sur tous les partis bourgeois, était la preuve la plus frappante de la nécessité où les ouvriers allemands s'étaient trouvés de diriger d'abord et surtout leur attention sur leur organisation politique.

Avec l'abrogation de la loi sur les socialistes, ils s'étaient enfin rendus maîtres de l'égalité des droits dans le cadre de la société capitaliste, et c'est alors que se produisit un puissant essor de l'organisation syndicale. Les contes qui s'étaient débités sur la folie des ouvriers allemands, épris de leurs « utopies révolutionnaires », et négligeant leur « travail pratique au présent », se montrèrent alors pour ce qu'ils étaient : des contes sans portée. Assurément, après la suppression de la loi contre les socialistes, dans la fierté première de la victoire déjà remportée, plus d'une voix, même dans le parti démocrate socialiste, parla d'une façon trop dédaigneuse du mouvement syndical. L'un était si pénétré de la puissance du mouvement politique, finalement vainqueur de tous les obstacles, qu'il tenait pour superflue une organisation corporative à côté de celle-là ; un autre pensait qu'en face de la gigantesque concentration du capital, les syndicats étaient décidément condamnés à une éternelle impuissance ; un troisième enfin croyait que l'assurance ouvrière par l'État les privait de fonctions si importantes qu'ils ne seraient plus viables. Il suffit de rappeler les discussions du Congrès de Cologne, en 1893. Mais le mouvement ouvrier d'Allemagne suivait sa marche incoercible, et les dix dernières années du dix-neuvième siècle furent le temps de floraison des syndicats allemands.

Cependant, cette floraison ne fut possible que parce que le mouvement syndical trouvait dans le mouvement ouvrier politique un puissant boulevard. Au moment de la plus grande prospérité capitaliste, lorsque l'industrie, la finance, la propriété immobilière, la grande propriété foncière entassaient richesses sur richesses, le Capital lançait l'État contre les syndicats, le fouet était suspendu sur les ouvriers pour les empêcher de conquérir pour eux-mêmes, la part plus modeste, une vraie part de mendiants d'influence générale ! Parvus a raison encore en ce point : sans la démocratie-socialiste, le projet de loi du bain serait devenu loi. Et en ce moment même, à l'heure où se réunit le Congrès corporatif à Stuttgart, il est accueilli sur le seuil par un grave augure. Les cantonniers de Stuttgart se sont vus enlever purement et simplement, par la force brutale du capital, leur droit légal de coalition, en dépit de toute la bienveillance bourgeoise qui leur a été prodiguée dans leur grève sans résultat.

Les syndicats allemands ont jusqu'ici fermé l'oreille aux insinuations des philanthropes bourgeois, et ils continueront à le faire. Ils ne sont pas une organisation politique de parti ; ils sont ouverts à tous les ouvriers sans exception de tendance politique ; en cas de grève, ils ne demandent pas de profession

de foi politique ; mais quiconque veut les persuader qu'ils ont à se désintéresser du mouvement ouvrier politique, les trompe sur leurs intérêts vitaux les plus considérables, et est d'autant plus dangereux, que pour les tromper il a d'abord appris à se tromper lui-même. Plus que jamais, aux jours du pain cher, les deux grandes branches du mouvement ouvrier allemand ont marché côte à côte.

À quoi servirait-il aux syndicats de s'assurer au prix des plus grandes peines, grâce aux plus pénibles sacrifices, des accroissements de salaires si, par l'augmentation des droits de douane sur les matières alimentaires, toute l'amélioration du salaire est d'un seul coup escamotée au profit des agrariens ? La crise industrielle a fortement ébranlé les syndicats ; si le coup imminent du pain cher vient encore à les atteindre, ce sont les résultats de plus de dix années qui sont menacés ; contre ce coup-là, le mouvement corporatif allemand n'a qu'un auxiliaire puissant et sûr : la démocratie-socialiste allemande.

Comme dans tous les Congrès ouvriers précédents, les fallacieuses espérances des bourgeois amis de l'ouvrier seront dissipées. Il plantera, sur le rude sentier où les syndicats d'Allemagne doivent actuellement poursuivre leur marche en avant, des jalons sûrs ; et c'est dans cet espoir que les travailleurs allemands le saluent.